



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 145 / MARS 2021

Parlons d'équilibre mondial

SOMMAIRE

- **Edito : Parlons d'équilibre mondial.** p 1-2
- **Les échanges 2020 entre la France et les pays arabes.** p 3-6
- **Visite du Président de Djibouti à Paris.** p 7-8
- **Webinar RAKEZ-CCFA : S'installer à Ras Al-Khaimah.** p 9-10
- **Antea.** p 11-12
- **Brèves du monde arabe.** p 13-14



La géopolitique, on le sait, est un espace mouvant. Les changements y sont parfois lents, tels les glissements des plaques tectoniques, mais parfois aussi plus rapides, illustrés par des soubresauts, des ruptures, des émergences de nouveaux espaces qui doivent nous amener à redéfinir certaines de nos lignes de conduites.

Ces transformations sont souvent induites par autant de facteurs endogènes aux sociétés et aux systèmes que par des facteurs extérieurs. Nul doute que la crise mondiale que nous connaissons depuis plus d'une année maintenant, cette pandémie Covid-19, aura contribué à l'accélération d'un rééquilibrage international. Peut-être transitoire, temporaire, difficile à dire aujourd'hui. Mais soyons clairs, il semble bien profiter aux pays qui, à ce jour, sont parvenus à maîtriser la situation sanitaire, au détriment des autres.

Il ne s'agit pas de dire si ces Etats ont su, ou pu, mieux maîtriser cette crise. Le temps n'en

est pas encore là, et cela requerra des analyses multifactorielles profondes (démographie, gouvernance, sociologie, climatologie etc...). Mais je suis ainsi stupéfait depuis quelques temps maintenant de voir l'évolution de certains chiffres des contaminations ou des rythmes vaccinaux dans certains états de notre zone. Je suis aussi frappé par tout ce que je peux lire, dans les pages d'*Arabian Business*, de *The National*, d'*Arab News*, ou sur les sites d'informations économiques.

Dubaï a ouvert la voie avec la reprise d'événements internationaux de grande échelle. C'est la première ville à accueillir deux des plus grands événements internationaux au monde, le *Gitex* en décembre dernier, *Gulfood* en février, sans oublier *IDEX* à Abu Dhabi.

Les ouvertures de centres commerciaux se confirment, comme celle du « très attendu *Time Out Market Dubaï*, au Souk Al Bahar, qui devrait ouvrir ses portes au public le mer-

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



credi 7 avril, comme l'a révélé *Time Out Dubai*. Ce sera la plus grande salle de restauration de Dubaï et des Émirats arabes unis, sur environ 4 000 mètres carrés, y compris une terrasse extérieure enveloppante donnant sur la fontaine de Dubaï et le Burj Khalifa. Plus important encore, il accueillera 17 restaurants locaux triés sur le volet ».

Sans parler des initiatives industrielles, économiques, urbaines ou commerciales que nombre de ces pays continuent à prendre, à presque nous en donner le tour-nis tellement ces projets sont nombreux.

Pour faire court, dans la grande majorité de ces pays, le maître mot est « ré-ouverture ». Au moment même où en France, et en Europe, nous remettons en place une stratégie renforcée de « freinage de la maladie », et donc de « re-fermeture ».

Ne sommes-nous pas ainsi en train de prendre du retard par rapport à ces nouveaux mondes qui renforcent leur attractivité et leur positionnement international ! ?

Le Moyen-Orient est-il la première économie mondiale à sortir de la Covid-19 ?

Il y a quelques semaines de cela, fin février, se tenait l'« *Arabian Business Forum 2021* », autour de la question : le Moyen-Orient est-il la première économie mondiale de l'après Covid-19 ?

La réponse a été claire : « C'est déjà le cas » a déclaré Stephen Anderson, responsable de la stratégie et des marchés au Moyen-Orient pour PwC Moyen-Orient.

Une fois encore, cela illustre pour nous l'écart entre puissances historiques, et ce nouveau monde de l'après Covid, dans lequel nous ne sommes pas encore, dans lequel nous ne nous projetons que très difficilement.

« Plus de la moitié des PDG du Moyen-Orient sont optimistes quant à leur rétablissement après les retombées économiques de la pandémie de coronavirus, selon des données révélées le 23 mars par le géant mondial du conseil PriceWaterhouseCoopers (PwC) » pouvait-on lire dans *Arabian Business*. Et de poursuivre : « Malgré les effets dévastateurs de la Covid-19, parallèlement aux effets de la chute des prix du pétrole et de la volatilité des marchés (...) qui ont frappé le monde des

affaires en 2020, la 24^{ème} édition de l'enquête annuelle de PwC auprès des PDG a conclu qu'il y avait un « optimisme prudent mais de plus en plus fondé » parmi les chefs d'entreprise de la région. Selon les résultats de l'enquête, 52 % des PDG du Moyen-Orient, contre 47 % dans le monde, sont « très convaincus » que les revenus de leur organisation augmenteront sur un horizon d'un à trois ans, ce qui représente le rebond le plus marqué de toutes les régions du monde, par rapport à l'enquête de l'année dernière ».

Que l'on ne s'y trompe pas, les contraintes sanitaires n'ont pas disparu dans les pays de la région ! Voire au contraire, elles y sont, ou y seront probablement renforcées pendant le mois de Ramadan.

Il n'empêche, la dynamique est là.

Mettons-nous en ordre de marche

Heureusement pour nous, quelques bonnes nouvelles viennent éclaircir ce tableau et nous montrent que nous pouvons rester positifs ! Elles sont souvent le fait d'initiatives du secteur privé français, de ses victoires, de sa capacité à innover et à se battre.

C'est l'article dans *The National* du 21 mars sur le pavillon français de l'Exposition universelle de Dubaï, « Le pavillon de la France inspiré par Monet captivera l'attention ». C'est l'attribution du contrat de 147 millions de dollars pour l'exploitation et la maintenance des services ferroviaires de la RTA de Dubaï à un consortium franco-japonais. Ou encore le bouclage du financement de l'usine IWP de Yanbu-4 en Arabie saoudite, première usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse du Royaume à être développée en utilisant une énergie propre. Là encore avec, au centre du projet, un groupe français, ENGIE.

Beaux exemples qui confortent par ailleurs la stratégie de la Chambre de Commerce Franco Arabe comme outil de rapprochement et de développement économique !

Mais que l'on ne s'y trompe pas. La route pour nous risque bien de devenir de plus en plus ardue. Le centre de gravité mondial s'est déplacé irrémédiablement vers la zone Asie-Pacifique. Les pays du Proche et Moyen-Orient sont ainsi idéalement placés pour jouer les têtes de pont, en plus de leurs propres marchés à développer. La concurrence chinoise, indienne, ne pourra que s'en trouver accrue, comme la concurrence mondiale tout simplement. Sans oublier les conséquences, à peine entamées, de la recomposition générée par les Accords d'Abraham.

Le temps va nous presser. A nous de nous mettre en ordre de marche, de construire une stratégie économique collective.

Pour ce qui nous concerne, nous sommes toujours prêts à apporter notre contribution.

Vincent REINA
Président de la CCFA

Nos
partenaires
2021

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Gold

anteagroup

Les échanges entre la France et les Pays Arabes

Une année atypique

Dans un contexte mondial de crise sanitaire aigüe entraînant la mise en place de mesures fortes pour lutter contre la propagation de la pandémie, le commerce mondial a enregistré en 2020 son plus fort repli depuis la crise financière de 2009 à - 9,6 %.

Dans ces conditions, la demande mondiale adressée à la France a reculé de 11,3 % du fait notamment de la forte exposition de certains de ses partenaires particulièrement affectés par la crise. Les exportations françaises en chute de 15,9% par rapport à 2019 affichent un volume de 428,1 milliards d'euros, leur plus bas niveau depuis dix ans, et les importations suivent la même tendance et affichent un recul de 13% à 493,3 milliards d'euros. De ce fait, et malgré la baisse de la facture énergétique qui diminue de presque moitié (25,7 milliards d'euros), le solde commercial se dégrade de 7,3 milliards pour atteindre 65,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 12,5% par rapport à l'année précédente.

Si les exportations dans les secteurs agroalimentaire (+ 6,3 milliards d'euros) et pharmaceutique (+ 5 milliards d'euros) ont montré une certaine résilience face à la crise, il n'en est pas de même pour d'autres secteurs, notamment ceux de l'aéronautique (- 45,5 %), de l'industrie automobile (- 18,7 %), et des biens d'équipements avec toutes ses composantes (- 12,9 %) notamment les produits informatiques, électriques et électroniques (- 6,7 %), les produits chimiques et cosmétiques (- 9,3 %), les produits de luxe (- 15 %), le textile (- 10,6 %).

Les exportations se dégradent avec toutes les régions du monde. Avec l'Europe, elles baissent de 13,5 %, avec l'Asie elles diminuent de 19,2 % et avec le continent américain, les exportations françaises chutent de 24,4 %.

Quant aux échanges des services, les exportations françaises chutent de 17,7 % à 216,2 milliards d'euros et les importations baissent de 13,8 % à 207,9 milliards d'euros. Le résultat de ces échanges fait ressortir un solde excédentaire, certes, de + 8,3 milliards d'euros, mais en net recul de deux tiers de sa valeur de 2019.

Avec les pays arabes, le volume des échanges de la France affiche une chute brutale de 29 % à 39,7 milliards d'euros contre 55,5 milliards d'euros en 2019. Les importations françaises en provenance des pays de la région ont glissé à 16,9 milliards contre 27,04 milliards en 2019, et les exportations ont reculé à 22,7 milliards d'euros contre 28,7 milliards en 2019. Toutefois, le bilan de ces échanges affiche un solde positif en faveur de la France de 5,7 milliards contre 1,74 milliard en 2019, du fait de la forte baisse des importations françaises en provenance de cette zone (- 37 %), presque deux fois supérieure à la baisse de ses exportations vers ces pays (- 21 %).



Les échanges avec le Maghreb

Avec les pays du Maghreb, le volume des échanges recule l'année dernière de 21 % passant à 23,1 milliards d'euros contre 29,1 milliards d'euros en 2019. Les importations françaises en provenance du Maghreb chutent de 25 % à 11,8 milliards d'euros après 15,7 milliards d'euros en 2019 et les exportations reculent de 16 % à 11,2 milliards d'euros contre 13,4 milliards d'euros en 2019. Si le solde de ces échanges reste négatif pour la France à - 616 millions d'euros en 2020, il reste toutefois inférieur à celui enregistré en 2019 où il affichait - 2,3 milliards d'euros.

Dans ce groupe de pays, composé de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Libye, et de la Mauritanie, on note la forte dégradation des échanges de la France avec la Libye qui chutent de 62 %, et dans une proportion moindre, mais significative, avec ses trois principaux partenaires dans cette zone à savoir l'Algérie (- 24 %), la Tunisie (- 23 %) et le Maroc (- 12 %). Les échanges avec la Mauritanie ne baissent que de 6 % seulement.

Sans surprises, les importations françaises d'hydrocarbures en provenance de la Libye chutent, et passent à 429 millions d'euros en 2020 contre 1,3 milliard d'euros en 2019. Même constat pour les produits du raffinage de pétrole et les produits sidérurgiques qui baissent respectivement de 57 % et de 146 %. Quant aux exportations françaises vers ce pays, elles reculent de 20 % avec des baisses notamment de 15 % pour les préparations pharmaceutiques, de 97 % pour les ordinateurs et équipements périphériques, de 51 % pour les produits laitiers. Toutefois dans ce panorama de baisses, on note l'augmentation des exportations françaises des aliments homogénéisés

(+ 18%), les instruments à usages médical et dentaire (+ 63%), des équipements aéronautiques et frigorifiques (+ 26%) et des véhicules automobiles.

Avec la **Tunisie**, le volume des importations françaises baisse de 18 % l'année dernière atteignant 3,6 milliards d'euros contre 4,5 milliards d'euros en 2019. Suivant la

Quant aux produits importés par la France du Maroc, on note l'augmentation des achats de légumes et melons, racines et tuberculeuses (+ 8 %), des engrais composés azotés (+ 24 %) et la baisse des achats des vêtements de dessous (- 34%), des équipements électriques et électroniques (- 64 %) et des préparations à base de fruits et légumes (- 5,4 %).



Le volume des échanges entre la France et le Maghreb recule de 21 % en 2020 passant à 23,1 milliards d'euros. Les importations françaises en provenance du Maghreb chutent de 25 % à 11,8 milliards d'euros et les exportations baissent de 16 % à 11,2 milliards d'euros.

Avec l'**Algérie**, le volume des échanges baisse de 24 % à 6,8 milliards d'euros en 2020 contre 9,01 milliards d'euros en 2019. Le solde commercial qui était déjà excédentaire en 2019 à 729,699 millions d'euros passe à 1,5 milliard d'euros en 2020. Les exportations françaises vers ce pays baissent de 15 % à 4,2 milliards d'euros en 2020 contre 4,9 milliards d'euros en 2019 et les importations chutent de 35 % à 2,6 milliards d'euros en 2020 contre 4,1 milliards d'euros une année auparavant.

Les exportations françaises vers l'Algérie ont été portées essentiellement par les céréales et les légumineuses, ainsi que les préparations pharmaceutiques malgré leur baisse en volume

même courbe, le volume des exportations chute de 23 %, affichant un volume de 2,5 milliards d'euros contre 3,34 milliards d'euros en 2019. Le volume global de ces échanges s'élève donc à 6,2 milliards d'euros contre 7,8 milliards d'euros une année auparavant. La baisse des exportations françaises touche presque tous les produits : préparations pharmaceutiques (- 8 %), composants électroniques (- 20 %), produits du raffinage du pétrole (- 128 %), matériels de commande électrique et véhicules automobiles (- 62 %). Quant aux importations, la baisse touche notamment, les aéronefs et engins spatiaux (- 75 %), les accessoires de voitures (- 35 %), les vêtements de dessous (- 25 %). On notera toutefois que les importations d'articles textiles confectionnés ont fortement augmenté passant de 150 millions d'euros en 2019 à 235 millions d'euros en 2020. Quant au bilan final de ces échanges, on relève un déficit pour la France de 1,1 milliard d'euros en 2020, presque le même montant qu'en 2019.

respectivement de 5,3 % et de 10,2 %. Par ailleurs les exportations françaises de voitures stagnent (+ 1 %) alors que les produits laitiers (+ 21 %), les instruments et appareils de mesures (+ 10 %) et les moteurs et turbines (+ 41 %) augmentent sensiblement. Enfin, il faut noter la baisse des ventes de parfum et produits pour la toilette, les accessoires de voiture, et les aliments diététiques qui reculent respectivement de 27 %, 24 % et 18 %. Quant aux produits importés de l'Algérie, on note la forte baisse des achats de pétrole brut qui chutent de 120 %, des engrais et composés azotés de 90 % et du gaz naturel de 12 % alors que les achats de produits pharmaceutiques grimpent de + 50 %, le sucre de + 60 %, et les fruits tropicaux de + 22%.

Avec le **Maroc**, le déficit commercial de la France reste important (- 908,822 millions d'euros en 2020 après - 822,073 millions en 2019). Les exportations françaises vers ce pays baissent de 14 %, passant de 4,7 milliards d'euros à 4,1 milliards d'euros, alors que les importations reculent de 10 %, passant de 5,5 milliards d'euros en 2019 à 5,01 milliards d'euros en 2020. Les exportations françaises de céréales (+ 7 %), de produits pharmaceutiques (+ 8 %), de produits et accessoires pour véhicules automobiles (+ 30 %), de matériels ferroviaires roulant (+ 60 %) et des produits du raffinage du pétrole (+ 36 %) augmentent, alors que les ventes françaises vers le Maroc d'aéronefs et engins spatiaux, de véhicules automobiles, marquent un arrêt. Elles baissent dans des proportions inégales : - 77 % pour les ventes d'aéronefs, - 43 % pour les véhicules automobiles et - 37 % pour le matériel d'installation électrique.

Avec la **Mauritanie**, dernier pays de ce groupe, le volume des échanges baisse de 6 % en 2020 affichant un montant de 272,203 millions d'euros contre 290,732 millions d'euros en 2019. Les exportations françaises vers la Mauritanie progressent de 19 % alors que ses importations en provenance de ce pays chutent de 63 %. Les exportations françaises de céréales et de préparations pharmaceutiques maintiennent leur niveau de 2019, alors que les exportations de produits laitiers, de produits alimentaires grimpent respectivement de 28 % et 13 % et les ventes des appareils électroménagers, de robinetterie et des articles d'éclairage électrique s'envolent. Quant aux produits importés, on note la forte progression des achats des huiles et graisses (+ 32 %), des fruits d'arbres et fruits à coque (+ 7 %) et des chaussures. Par ailleurs les importations de minerais de fer baissent de 324 %, les préparations à base de poissons reculent de 60 % et les produits forestiers de 74%. Ces échanges font ressortir un solde positif de 204,367 millions d'euros en faveur de la France contre 109,416 millions d'euros en 2019.

**Nos
partenaires
2021**

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Gold

anteagroup

Les échanges avec les pays du Golfe

Avec les pays du Golfe, le volume des échanges accuse un recul de 41 % ! Les importations françaises en provenance de cette région baissent de 56 % et ses



Le solde des échanges de la France avec les pays du Golfe affiche un excédent positif pour la France de 4,07 milliards d'euros en raison notamment de la forte baisse des importations françaises, tout particulièrement des achats de pétrole brut et des produits du raffinage du pétrole.

exportations reculent de 28 %. Toutefois le solde de ces échanges affiche un excédent positif pour la France de 4,07 milliards d'euros en raison notamment de la forte baisse des importations françaises en provenance de cette région et tout particulièrement des achats de pétrole brut et des produits du raffinage du pétrole. Ainsi les échanges de la France avec l'Arabie saoudite se dégradent de 49 %, avec Bahreïn de 64 %, le Qatar de 57 %, les Emirats arabes unis de 19% et Oman de 48 %). Seuls les échanges avec le Koweït se démarquent affichant une progression de + 36 %.

Vers l'**Arabie saoudite**, les exportations françaises marquent le pas, elles baissent de 22 % s'établissant à 2,31 milliards d'euros en 2020 contre 2,98 milliards d'euros en 2019. Cette baisse touche les exportations d'aéronefs (- 62 %), des parfums et produits de toilette (- 12 %), les viandes et les volailles (- 2,2 %), les produits laitiers (- 10 %) et les instruments de mesures, d'essai et de navigation (- 360 %). Toutefois les exportations des produits pharmaceutiques (+ 6 %), et les céréales (+ 13 %) progressent. Quant aux importations françaises en provenance du Royaume, elles sont marquées par la baisse des achats de pétrole brut (- 202 %), des produits de raffinage de pétrole (- 120 %), des produits chimiques (- 128 %), et de l'aluminium (- 23 %). En revanche les importations françaises de ciment progressent de 29 %, les articles de joaillerie et bijouterie de 26 % et les instruments d'essai et de mesures de 36%. Quant au bilan de ces échanges, il reste négatif affichant un solde négatif pour la France de 337,433 millions d'euros en 2020 contre 3,716 milliards d'euros en 2019.

Avec les **Emirats arabes unis**, qui repassent devant le Qatar et deviennent à nouveau le premier excédent commercial pour la France dans le Golfe avec 2,3 milliards d'euros en 2020 contre 1,7 milliard d'euros en 2019, les exportations françaises d'aéronef, de préparations pharmaceutiques, des équipements de communi-

cation, des articles de joaillerie progressent de respectivement 62 %, 10 %, 38 % et 10 %. Les ventes de moteurs et turbines s'envolent. On notera toutefois la baisse des ventes des huiles essentielles (- 9,2 %), des parfums et produits de toilette (- 44 %) et des instruments et appareils de mesures (- 13,6 %). Quant aux importations françaises en provenance de ce pays, les achats de pétrole brut, d'aluminium, d'aéronefs et engins spatiaux dégringolent. On notera toutefois l'envolée des importations de navires et structures flottantes, des produits chimiques de base et des instruments et appareils de mesures.

Avec le **Bahreïn**, on note l'envolée des exportations françaises de pompes et compresseurs, de tuyaux, tubes et profilés creux, et la progression des ventes des équipements aéronautiques (+ 33 %), des articles de robinetterie (+ 42 %). Toutefois les ventes françaises de parfum, de produits laitiers, de préparations pharmaceutiques baissent respectivement de 44 %, 15 % et 53%.

Quant aux importations françaises en provenance de Bahreïn, elles sont marquées par la baisse des achats de produits de raffinage du pétrole (-98 %), de l'aluminium (- 94 %) et des fibres de verre (- 54 %), alors que les achats de chaussures, de produits manufacturés et des produits de la pêche et de l'agriculture augmentent sensiblement.

Vers le **Koweït**, le seul pays de la région avec lequel les échanges de la France progressent de 36 % et la balance commerciale affiche presque un doublement de son excédent à 713,327 millions d'euros en 2020 contre 311,851 en 2019, les exportations françaises d'aéronefs passent à 489,874 millions en 2020 contre 109,836 en 2019 et les ventes des préparations pharmaceutiques, d'articles de voyages, d'instruments à usage médical et dentaire affichent des progressions respectivement de 11 %, 38 % et 20 %. Toutefois les ventes de parfum et produits de toilette reculent de 30 %, les vêtements et accessoires de 140 %, alors que les ventes de produits laitiers et fromage ainsi que les articles de bijouterie et joaillerie maintiennent leurs niveaux. Côté importations, les achats de la France en provenance du Koweït déviennent pour les produits de la pêche et de l'agriculture et des déchets non dangereux, se maintiennent pour les produits du raffinage du pétrole et des articles de bijouterie et joaillerie et progressent pour les instruments et appareils de mesure et de navigation.

Enfin, avec le dernier pays de ce groupe, le **Qatar**, où l'excédent de la balance commerciale avec la France tombe à 1,07 milliards d'euros en 2020 contre 3,16 milliards d'euros en 2019, les exportations françaises vers cet émirat affichent un recul de 61 % à 1,5 milliard d'euros en 2020 contre 3,83 milliards d'euros en 2019 et les importations reculent de 35 % à 438,047 millions d'euros après 678,804 millions en 2019.

En provenance du Qatar, les importations françaises de produits pétroliers raffinés chutent de 75 %, le gaz naturel liquéfié de 48 %, les produits chimiques de 13%, alors que les importations des instruments et appareils de mesure et de navigation et des équipements de communication augmentent de 36% et 400 %. Par ailleurs la

France importe désormais du Qatar de la viande de boucherie et produits d'abattage.

Quant aux produits exportés par la France vers le Qatar on note la progression des ventes des préparations phar-

(+ 16 %), les produits pharmaceutiques de base (+ 20 %). Par ailleurs les ventes de céréales vers l'Égypte, les ventes de véhicules automobiles et les produits chimiques organiques conservent leur niveau de 2019, alors que les ventes des équipements de communication reculent sensiblement. Au chapitre des importations françaises en provenance de l'Égypte, les achats d'engrais et composés azotés progressent de 3 %, les produits du raffinage du pétrole de 22 %, les préparations et conserves à base de fruits et légumes de 22 %. Par ailleurs, on note le recul des importations de pétrole brut, des vêtements de dessous, d'appareils électroménagers et des équipements électriques et électroniques.



En 2020, les pays du Maghreb contribuent à hauteur de 58 % des échanges de la France avec les pays arabes, les pays du Golfe à hauteur de 31% et le groupe des autres pays à 11%.

Avec les autres pays de ce groupe, les échanges de la France dévissent dans des proportions inégales. Ils reculent avec l'**Irak** (-57%) à 569,339 millions euros et baissent avec la **Syrie** (- 41%) à 29,911

millions d'euros, les **Territoires palestiniens** (- 35 %) à 14,591 millions d'euros, le **Liban** (- 32 %) à 422,297 millions d'euros, la **Jordanie** (- 16 %) à 199,391 millions d'euros, le **Yémen** (- 12 %) à 125,833 millions d'euros, les **Comores** (- 10 %) à 44,384 millions d'euros, le **Soudan** (-7 %) à 115,407 millions d'euros et se maintiennent avec **Djibouti** à 74,286 millions d'euros.

maceutiques (+ 24 %), des articles de voyage (+ 19%) et des pompes et compresseurs qui grimpent à 17,534 millions d'euros en 2020 contre 8,090 millions en 2019. Quant aux produits exportés qui affichent des baisses sensibles on peut citer notamment les aéronefs et engins spatiaux qui dévissent au tiers de leur volume en 2019, les ventes de parfum et produits de toilette reculent de 62 % les articles de joaillerie et bijouterie cèdent 10 %, tout comme les ordinateurs et équipements de périphériques et les équipements de communication et instruments de mesure et de navigation qui se retrouvent respectivement à un tiers et un quart de leurs volumes de 2019.

Les exportations françaises vers ce groupe de pays affichent un recul vers l'**Irak** de 20%, la **Syrie** de 48 %, les **Territoires palestiniens** de 40%, le **Liban** de 32%, la **Jordanie** de 15 %, le **Yémen** de 13 %. Elles conservent leur volume avec **Djibouti** et progressent de 6 % vers les **Comores**. Par ailleurs les importations françaises en provenance de la **Syrie** augmentent de + 32 %, du **Yémen** de 82%, du **Soudan** de 4%. Elles maintiennent leurs volumes de **Djibouti**, baissent en provenance des **Comores** de 52 %, du **Liban** (- 32 %), de l'**Irak** (-74 %), des **Territoires palestiniens** (-17 %) et de **Jordanie** (- 21%).

Avec le groupe des autres pays arabes de la région qui comprend l'Égypte, le Soudan, Djibouti, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Jordanie, les Territoires palestiniens et les Comores, les échanges de la France se contractent de 25 % à 4,2 milliards d'euros en 2020 contre 5,6 milliards d'euros en 2019. Les exportations baissent de 15 % à 3,2 milliards d'euros et les importations se dégradent de 45 % à 974,784 millions d'euros contre 1,7 milliard d'euros en 2019. Toutefois le solde reste excédentaire en faveur de la France à 2,3 milliards d'euros en 2020 contre 2,09 milliards d'euros en 2019.

Au total, les pays du Maghreb contribuent à hauteur de 58 % des échanges de la France avec les pays arabes, en progression de 6 points en pourcentage par rapport à 2019. Suivent les pays du Golfe avec 31 % qui reculent de 7 points en pourcentage par rapport à 2019 alors que le groupe des autres pays réalise une progression d'un point en pourcentage à 11 %. Quant au résultat net, on constate que le solde positif de la France avec les pays du Golfe progresse de 1,9 milliards d'euros en 2019 à 4,07 milliards d'euros en 2020. Il reste négatif avec les pays du Maghreb mais s'améliore passant de - 2,35 milliards d'euros, en 2019 à - 616,426 millions d'euros en 2020 et s'améliore aussi avec les pays tiers passant de 2,09 milliards d'euros, en 2019 à 2,30 milliards d'euros, en 2020.

Avec l'**Égypte**, les échanges de la France régressent de 12 % passant à 2,6 milliards d'euros en 2020 contre 3,02 milliards d'euros en 2019. Les exportations françaises vers la première nation arabe se dégradent de 11 % et ses importations de 17 %. Malgré cela, la balance commerciale affiche un solde positif en faveur de la France de 1,4 milliard d'euros en 2020 contre 1,5 milliard d'euros en 2019. Au poste des exportations en hausse, on note les ventes d'aéronefs et engins spatiaux (+ 28 %), les produits pharmaceutiques (+ 5 %), les véhicules automobiles (+ 1,5 %), les produits laitiers

**Nos
partenaires
2021**

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Gold

anteagroup

Visite du Président Omar Guelleh à Paris

À l'invitation de son homologue français, M. Emmanuel Macron, le Président de la République de Djibouti, M. Ismaïl Omar Guelleh a effectué entre les 11 et 13 février dernier, une visite officielle de 72 heures en France. Placée sous le signe du renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Cette visite a vu la signature de plusieurs accords et lettres d'intention pour favoriser le renforcement des liens entre les deux pays et le développement de leur coopération dans tous les domaines, notamment culturels, scientifiques, militaires, économiques et environnementaux. Au cours de cette visite, le Président de la République de Djibouti a invité les entreprises françaises à participer activement aux côtés des entreprises djiboutiennes au développement de son pays qui offre des opportunités multiples et des garanties d'investissement à saisir.



Le Président Emmanuel Macron et son homologue Ismaïl Omar Guelleh

Accueilli à son arrivée à l'aéroport d'Orly, à Paris, par la Secrétaire d'Etat à l'Economie, Mme Olivia Grégoire et des personnalités civiles et militaires, le Président de la République de Djibouti, M. Ismaïl Omar Guelleh, a entrepris une visite marathon de deux jours au cours de laquelle il a rencontré le Président du Medef, des chefs d'entreprises et des représentants des milieux d'affaires français. Puis, il a été reçu par le vice-président du Sénat, M. Roger Karoutchi, pour un déjeuner offert au nom du président Larcher, avant de se rendre dans l'après-midi au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Le lendemain, M. Ismaïl Omar Guelleh a été accueilli, avec les honneurs, aux Invalides et a rencontré le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, avant de se rendre à l'Élysée pour un entretien en tête-à-tête avec le Président français, M. Emmanuel Macron, suivi d'un déjeuner et la signature par les deux chefs d'Etat d'une lettre d'intention de partenariat mutuel de défense.

Durant cette visite, sept textes ont été signés touchant notamment, le partenariat mutuel de défense, la coopération au développement, la coopération scientifique et technique et la promotion des investissements. Par ailleurs, un contrat de partenariat a été signé entre le groupe Accor et le groupe hôtelier djiboutien Kamaj pour la construction et l'exploitation d'hôtels, un autre, relatif au projet des centrales solaires hybrides à Obock et Tadjourah et une lettre d'intention en vue d'une coopération entre la région Provence Alpes Côte d'Azur et Djibouti pour lutter contre le dérèglement climatique et pour la préservation de l'environnement.

Pour ce déplacement dans la capitale française, le chef de l'Etat djiboutien était à la tête d'une forte délégation composée notamment du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, du Président du groupe d'amitié Djibouti-France, de membres de l'Assemblée nationale djiboutienne, de l'ambassadeur de Djibouti en France, du Président de l'autorité des ports et des zones franches et d'un nombre important d'hommes d'affaires.

Djibouti : 9 % de croissance en 2021

Dans une région agitée par les tensions, Djibouti, terre de la myrrhe et de l'encens depuis l'Antiquité, séduit par sa stabi-

lité politique et sa dynamique économique. Durant les deux décennies écoulées, le pays a enregistré une croissance moyenne annuelle de 7 %, et les indicateurs sociaux ont connu de fortes améliorations. Si la conjoncture internationale, particulièrement difficile en 2020 du fait de la pandémie de la Covid-19, a fortement impacté son économie qui a ainsi enregistré une croissance faible de + 1,3 %, le pays aborde l'année 2021 avec confiance et sérénité, attendant une progression de 9 % de son PIB et espérant garder ce taux élevé par la suite durant de longues années (au moins jusqu'en 2025).

Djibouti, ce petit pays de 900.000 habitants qui s'étend sur 23.200 km² à l'embouchure de l'Océan Indien et de la Mer Rouge, occupe une position géographique stratégique qui le place à proximité des voies maritimes les plus fréquentées du monde.

Disposant de peu de richesses naturelles, le pays, qui accède à l'indépendance en 1977, a entamé dès 2014 une stratégie de développement, la « Vision 2035 », déployée par des plans quinquennaux successifs, pour bâtir un avenir prospère aux générations futures et renforcer la paix, l'unité et la solidarité entre les différentes catégories de sa population.

Élaborée autour de cinq piliers, dont notamment la diversification de l'économie, la bonne gouvernance, la consolidation du capital humain et l'intégration régionale, la « Vision 2035 » met à profit la position géographique stratégique de Djibouti pour transformer le pays en un « hub logistique » régional et l'imposer comme un accès aux pays membre du COMESA qui regroupe plus de 400 millions de consommateurs. Par ailleurs la « Vision 2035 » ambitionne de développer les différents secteurs économiques du pays, notamment la pêche, l'agriculture, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables. Le but étant de tripler le revenu par habitant d'ici 2035 et de créer plus de 200.000 emplois.

Dans le cadre de ce plan « Vision 2035 », Djibouti a mis l'accent sur le développement d'un modèle économique basé sur une offre portuaire et logistique unique, une mise à niveau de ses ressources humaines, la réalisation d'infrastructures performantes adaptées aux exigences du marché international, et enfin la modernisation de sa législation et de son système financier.

Parmi les projets majeurs réalisés, on peut notamment citer la mise en service de la nouvelle ligne de chemin de fer vers Addis-Abeba (2016), l'inauguration du Doraleh Multi Purpose Port (2017), la création de la Zone franche internationale de Djibouti (2018), l'ouverture du port minéralier de Goubet (2017) et celui de Tadjourah la même année. Par ailleurs, la reprise en 2018 du contrôle du port à conteneurs de Doraleh, le plus performant de la région, et l'accord tripartite, survenu en janvier 2021, entre les compagnies aériennes « Air Djibouti » et « Ethiopian Airlines » et le port de Djibouti, consolident l'offre du pays qui se veut un hub global de fret aéro-maritime capable d'acheminer par cargo aérien vers tout le continent africain les marchandises déchargées au port de Doraleh.

D'autres projets d'infrastructures concernant des secteurs-clés comme le tourisme, l'énergie, l'eau et le développement durable sont en cours notamment, le projet de centrale photovoltaïque dans le désert du grand Barra, la construction du parc éolien de Ghoubet et l'usine de dessalement d'eau de mer à Doraleh.

Par ailleurs, et pour mieux coordonner son action à long terme, Djibouti s'est doté, début octobre 2020, d'un Fonds Souverain pour mutualiser les richesses du pays, agir en partenariat sur des projets d'investissements internationaux, soutenir le secteur privé national et constituer progressivement une épargne intergénérationnelle.

Selon les experts de la Banque mondiale, cette plaque tournante régionale du transport et de la logistique a été fortement perturbée par la Covid-19 dès le mois de mars 2020. La demande de services logistiques et les activités de réexportation ont fortement diminué, de même que le commerce avec l'Éthiopie et les opérations mondiales de transbordement. Pour contenir la pandémie, le gouvernement a suspendu tous les vols internationaux de passagers au départ et à destination du pays, fermé les écoles et les universités, dès

le 23 mars, et ordonné un confinement général à partir du 27 mars 2020.

Conséquence de cet arrêt de la machine économique, pendant des semaines, et des mesures de soutien à l'économie, le déficit budgétaire s'est creusé pour s'établir en 2020 à 2,9 % du PIB, contre 0,5 % en 2019 et la dette publique extérieure et la dette garantie par l'État ont diminué plus lentement que prévu pour atteindre 65,8 % du PIB en 2020, contre 66,2 % en 2019.

Par ailleurs, du fait de la croissance économique plus faible due à la Covid-19, le taux d'extrême pauvreté a légèrement augmenté en 2020 atteignant 15 % de la population, en raison notamment de la perte d'emplois et des chocs sur les prix.

Toutefois, les perspectives économiques du pays à court et moyen termes sont encourageantes. Ainsi, selon le rapport « Global Economic Prospect » de la Banque mondiale, Djibouti devrait connaître en 2021 la plus forte croissance économique en Afrique avec un taux prévisionnel de 9,2 % (moyenne en Afrique entre 2,7 et 3,6 %), avant de retomber à 8 % en 2022-2025.

La croissance sera toujours tirée par les réexportations des zones franches et les exportations de services de transport, de logistique et de télécommunication. Par ailleurs, une émergence progressive des exportations non traditionnelles (raffinage et conditionnement des huiles de cuisson, transformation des fruits de mer, bromure de sodium et services touristiques) augmentera la valeur ajoutée. Cette reprise aidera à la diminution de la pauvreté qui passera à 13,5 % en 2021 et 12,1 % en 2022, si Djibouti parvient à réaliser une croissance aux taux d'avant la Covid-19 et si cette croissance se traduit par la création d'emplois profitant à tous et de grande ampleur.

DJIBOUTI « Territoire d'innovations »

Djibouti a vite compris que l'émergence d'un pays repose sur l'intelligence partagée, la formation de la jeunesse et sur l'invention de nouveaux modèles durables. A cette fin, les autorités djiboutiennes se sont adossées à l'engagement d'entrepreneurs français, porteurs de technologies innovantes dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, de l'énergie et de la santé publique, pour créer la plate forme « Djibouti, Territoire d'innovation ». Cette plate-forme accueille les entreprises qui veulent expérimenter, co-développer, tester, améliorer et valider leurs solutions et leurs services innovants afin de se créer une première référence en Afrique, tout en apportant à Djibouti et à sa population les bénéfices immédiats de leurs innovations.

Piloté par un comité constitué des autorités et des organisations économiques djiboutiennes, ce cluster ouvre la voie aux acteurs locaux privés et publics, pour démontrer leurs savoir-faire et leur capacité à répondre aux enjeux d'un continent qui a fait le pari du développement durable et de la technologie. Les secteurs concernés sont : les énergies renouvelables, le digital et l'informatique, la logistique et les transports, la gestion de l'eau, la gestion des déchets liquides et solides, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

N'hésitez pas à contacter :
la Chambre de Commerce Franco-Arabe
M. Dominique Brunin
mail : dominique.brunin@ccfranco-arabe.org
Tél: 01 45 53 20 12

Commerce extérieur de Djibouti

Sur l'année 2019, le commerce extérieur de Djibouti s'établissait à 8,1 milliards d'euros, en augmentation de 14 % par rapport à 2018 (7,1 milliards d'euros). Djibouti présente une balance commerciale structurellement déficitaire, qui s'est élevée à -142 millions de dollars en 2019 (soit 4,5 % du PIB). Le montant des exportations djiboutiennes s'est porté à 3,9 milliards d'euros en hausse de 13,5 % sur un an, tandis que les importations du pays s'élevaient à 4,1 milliards d'euros marquant une progression de 14,9 % en glissement annuel.

Du côté de la balance des services, l'économie djiboutienne demeure structurellement excédentaire puisque le solde des services a progressé de 16 % en 2019 en glissement annuel, après avoir augmenté de 79 % en 2018. Cette évolution résulte de la progression plus rapide des exportations de services (+10,8 %) que des importations (+ 6,7 %). Ces résultats pour les exportations de services proviennent de la progression des services de transport (+ 46,3 %), de voyage (+ 10 %), de communication (+11,8 %) et de ceux des administrations publiques (10,6 %).

Les principaux postes d'importations du pays sont l'alimentation et boissons (1,2 milliard d'euros), les métaux et produits des métaux (821,1 millions d'euros), les véhicules et matériels de transport (746,3 millions d'euros), les plastiques (450,4 millions d'euros), les hydrocarbures (402,6 millions d'euros), les produits chimiques (225,3 millions de dollars) et les machines et appareils électroniques (309,1 millions de dollars).

Comment s'installer dans la zone franche de Ras Al Khaïmah

Opportunité d'affaires aux Emirats arabes unis



S'étendant sur près de sept cents kilomètres le long du Golfe Arabo-Persique, de la frontière saoudienne jusqu'au détroit d'Ormuz, les Emirats arabes unis, qui détiennent les 8èmes réserves mondiales de pétrole et les 6èmes réserves de gaz, ont mis à profit leurs richesses naturelles et leur position stratégique pour relever les défis du troisième millénaire. Multipliant les efforts, ils ont investi pour diversifier leur économie, moderniser les infrastructures du pays, créer un climat propice aux affaires et mettre le secteur privé au cœur d'une dynamique économique vive. Et les résultats sont là : le pays trône à la première place régionale pour l'indice de confiance et son climat des affaires, dans le classement de la Banque mondiale ; il s'impose comme la 2ème plus grande économie de la région, après l'Arabie saoudite, et émerge comme la plaque tournante d'un vaste marché qui s'étend au-delà des pays de la région pour embrasser plus de 3 milliards de consommateurs.

Situé à moins d'une heure de route de Dubaï et à environ 4 heures de vol de l'Europe, de l'Afrique du Nord, du sous-continent indien et de l'Asie centrale, Ras Al-Khaïmah est le troisième émirat, après Dubaï et Abu Dhabi, de cette fédération constituée de sept émirats, et qui a accédé à l'indépendance en 1971.

Pour exposer les multiples opportunités offertes par Ras Al-Khaïmah, notamment sa zone franche Ras Al-Khaïmah Economic Zone (Rakez), l'autorité de cette zone de libre-échange, en collaboration avec la Chambre de Commerce Franco Arabe, a organisé, le jeudi 4 mars 2021, un webinaire pour présenter les vastes possibilités de croissances aux Emirats arabes unis, tout particulièrement à Ras Al-Khaïmah, et les mesures d'incitations offertes par Rakez pour aider à l'installation des entreprises étrangères dans cette zone.

À cette occasion, M. Ramy Jallad, PDG du groupe Rakez et Mme Joyce Choukri, Directrice des ventes pour l'Europe, ont présenté les atouts et le dynamisme de cet émirat et exposé les avantages proposés aux différents acteurs économiques qui choisissent de s'installer dans sa zone franche.

Ouvrant le débat, le président de la CCFA, M. Vincent Reina, a remercié les nombreux participants à ce webinaire, indiquant qu'il était heureux d'échanger, « en ces moments difficiles », avec les amis et les adhérents à la Chambre, ainsi que tous ceux qui travaillent au développement des échanges entre la France et les Emirats arabes unis. Il a rappelé que cette initiative pour se réunir autour des représentants de la zone économique de Ras Al-Khaïmah, qui fait partie d'une longue série de rencontres avec les représentants de cette zone, s'inscrivait tout naturellement dans la vocation de la Chambre de promouvoir les relations économiques entre la France et les pays de la zone.

Par ailleurs, M. Vincent Reina a indiqué qu'il était important, en cette période économique et sanitaire difficile, de parler de cette zone, de présenter les opportunités dans cette région stratégique en plein développement et d'accompagner, étape par étape, les entreprises dans leurs démarches dans la région. Il a remercié M. Ramy Jallad pour le fabuleux travail qu'il effectue au service du développement de cette zone franche ainsi que Mme Joyce Choukri de ses efforts pour promouvoir cette place de libre-échange.

M. Ramy Jallad a remercié le Président de la CCFA pour sa contribution à l'organisation de cette rencontre. Il a rappelé les impacts de la pandémie sur l'économie de l'émirat, souligné le souci du gouverneur de la zone, et les directives de ce dernier aux responsables, à tous les échelons, de mettre tous les moyens en œuvre afin d'aider les entreprises en leur proposant notamment les meilleurs prix et l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur installation. Il a par ailleurs souligné que la zone franche, qui compte 14.500 entreprises travaillant dans tous les domaines, avait gagné plusieurs prix et qu'elle était parmi les premières zones franches de la région.

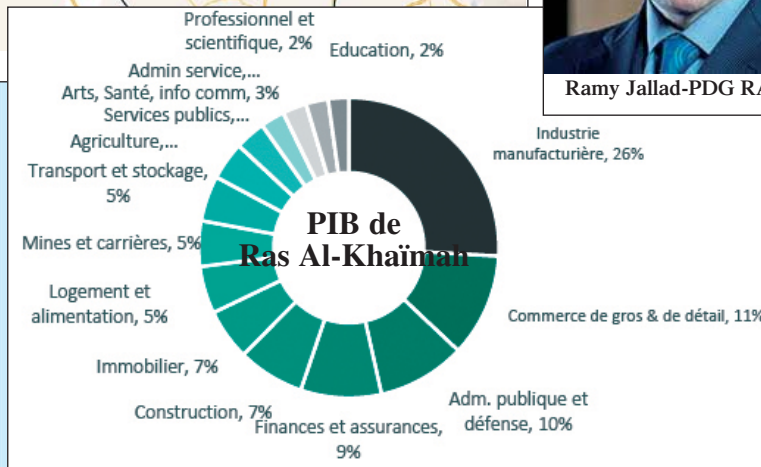
Prenant la parole, Mme Joyce Choukri a souligné la relation privilégiée que les autorités de la zone franche de Ras Al-Khaïmah entretiennent avec la Chambre de Commerce Franco Arabe. « Des relations qui remon-

« tent à plusieurs années maintenant », a-t-elle souligné. Elle a développé son intervention autour de trois axes : les avantages de vivre dans l'émirat de

Abordant plus particulièrement la zone franche de l'émirat et les avantages qu'elle offre à tous ceux qui veulent investir dans cette région, Mme Choukri a commencé par rappeler que cette destination d'affaires, déjà choisie par plus de 14.500 entreprises, venant de plus de 100 pays et représentant plus de 50 secteurs d'activités différents, offre la possibilité d'installer rapidement et efficacement une entité, installation commerciale ou unité industrielle, grâce notamment à son guichet unique qui simplifie toutes les démarches administratives et aux différentes infrastructures qu'elle met à la disposition des investisseurs.



Ramy Jallad-PDG RAKEZ



« S'installer dans la zone franche de Ras Al-Khaimah, est simple », a-t-elle dit. Et d'ajouter : « vous voulez être propriétaire à 100 % de votre entreprise, ou vous associer à un émirati ? Créer une entreprise *on-shore* ou *off-shore* ? Avec l'aide de nos consultants en création d'entreprise, vous choisissez l'entité juridique appropriée à votre projet, ensuite ils vous guideront tout au long de votre démarche en veillant à ce que toutes les exigences soient respectées. La procédure simple et rapide de l'installation grâce au « *One-stop-shop* » ou le guichet unique permet l'obtention de la licence et le visa de séjour en un temps record de 2 à 3 jours seulement. A chaque type d'implantation s'applique un système juridique différent et les droits qui lui sont afférents », a-t-elle souligné. « Et la possibilité d'adapter par la suite le statut de votre entreprise à l'évolution de vos affaires est une démarche facile à tout moment » a-t-elle précisé.

Ras Al-Khaimah, les avantages pour les entreprises de s'installer dans sa zone franche et enfin comment s'installer dans cette zone de croissance.

Abordant le premier chapitre de son intervention, Mme Choukri a rappelé la situation géographique exceptionnelle de Ras Al-Khaimah qui se trouve à l'extrême nord du pays, une région montagneuse qui offre des paysages remarquables. Elle a souligné la douceur du mode de vie, développé autour de la famille dans cet émirat et toutes les commodités et services qui rendent la vie paisible : écoles, universités, centres commerciaux, centre de loisirs, hôtels et parcs d'attractions... « C'est un lieu de vie agréable, un lieu privilégié où l'on peut passer de bons moments » a-t-elle dit et qui a attiré beaucoup d'entreprises embrassant tous les domaines notamment, les services, le conseil, l'éducation et l'enseignement, les médias, l'industrie, la santé, le commerce et autres.

La zone franche de Ras Al-Khaimah est construite autour de plusieurs pôles pour offrir le meilleur service et fournir les infrastructures adéquates à chaque activité : entrepôts, terrains, logements pour le personnel. Il en va ainsi des pôles dédiés à l'industrie qui proposent des espaces modulables et constructibles en différentes tailles, au commerce et aux services qui offrent des espaces partagés, *co-working shop*, ou des bureaux privés équipés. Par ailleurs, Mme Choukri a indiqué que la zone franche de Rakez s'est adaptée aux défis du moment et offre des packages spécifiques pour les femmes d'affaires, comme des « *business packages* » et « *e-training packages* » pour ceux qui ont été impactés par la crise ou sont sur des secteurs innovants.

C'est une destination privilégiée pour différentes raisons, notamment le niveau de vie élevé de sa population, ses infrastructures modernes avec ses ports dont le port de Saqr « le plus grand port de manutention en vrac au Moyen-Orient », son réseau routier qui met l'émirat à 60 minutes en voiture de Dubaï et des six autres émirats, son chemin de fer qui reliera bientôt l'émirat à l'Arabie saoudite, une administration rapide et enfin un coût d'installation peu élevé, de 20 à 25 % moins cher que dans les pays voisins. Elle a terminé sur ce chapitre en indiquant que cet émirat, « le plus industrialisé du pays grâce notamment à ses ressources naturelles et aux coûts opérationnels peu élevés, est un hub commercial et industriel offrant une solution complète, facile et rapide aux entreprises qui souhaitent s'implanter sur cette plaque tournante entre l'Est et l'Ouest s'ouvrant une porte d'entrée à un marché potentiel de plus de 3 milliards de consommateurs ».

Pour finir Mme Choukri a indiqué que parmi les 14.500 entreprises installées dans la zone, 741 PME étaient françaises dont la majorité travaillent dans les services, les médias et le e-commerce. Et de préciser que les autorités de Rakez les accompagnent tous les jours et les aident à trouver les solutions adaptées à leurs demandes.

Clôturent cette rencontre, le Président de la CCFA a remercié les intervenants ainsi que Mme Neirouz Fahed, Directrice exécutive de la CCFA, et souhaité la pérennité et le renforcement des liens entre la Chambre de Commerce Franco Arabe et les responsables de Rakez. Il a par ailleurs encouragé les entreprises à investir dans cette zone qui ouvre des perspectives de croissance et de développement dans toute la région et même au-delà, jusqu'en Asie.



INGENIERIE & CONSEIL

Eau - Environnement - Infrastructures -
Gestion des données environnementales

Antea Group

Understanding today.
Improving tomorrow.

Antea Group est en France l'un des acteurs majeurs de l'ingénierie de l'environnement et de la valorisation des territoires. Fortes de 850 collaborateurs et positionnées sur quatre grands métiers, l'Eau, l'Environnement, les Infrastructures et la Donnée environnementale, nos équipes interviennent en France métropolitaine, dans les DOM et à l'international.

Nous sommes présents auprès d'une clientèle très diversifiée, constituée de grands groupes industriels, de PME dynamiques, de collectivités locales ou de gouvernements. A tous nous avons à cœur de répondre avec le même engagement et la même volonté d'apporter des solutions opérationnelles. Notre ingénierie adresse des problématiques très contemporaines et complexes, qui nécessitent la mobilisation de savoirs techniques pointus et la combinaison d'expertises diversifiées. Nous trouvons ces compétences au sein du groupe qui compte 3200 collaborateurs à travers le monde. Pour autant nous voulons également être en connexion avec d'autres expertises, avec les entreprises les plus

innovantes et avec toutes les régions du monde ; aussi sommes-nous membre fondateur de l'alliance environnementale Inogen qui regroupe plus de 60 partenaires et 7000 ingénieurs ou consultants répartis dans près de 70 pays, constituant ainsi l'un des tous premiers réseaux mondiaux.

Si nous avons réalisé quelques beaux projets au Proche-Orient et au Moyen-Orient, nous avons depuis quelques années la volonté d'intensifier notre développement par la mise en place de partenariats avec les acteurs du monde arabe. Nous sommes donc aujourd'hui heureux et fiers de rejoindre les membres de la CCFA pour apporter notre contribution active au développement conjoint engagé depuis des années.



Pascal VOYEAU

Directeur général Antea France

Nous vous accompagnons durant tout le cycle de vie de vos projets :

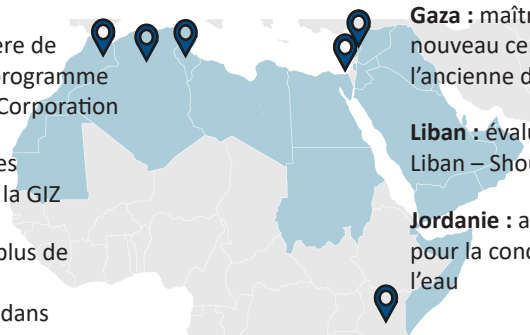
- Etude, pré-étude, audit et diagnostic
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre de conception et réalisation
- Clé en main et travaux
- Mesures d'eau et d'air
- Management de la donnée environnementale

Exemples de projets

Maroc : assistance technique environnementale, sociale et en matière de réinstallation de populations pour le programme "Compact II" du Millenium Challenge Corporation

Tunisie, Maroc, Algérie : évaluation des systèmes d'information sur l'eau pour la GIZ

Afrique australe : due diligence pour plus de 100 stations-services et installations pétrolières d'un groupe multinational dans plusieurs pays



Gaza : maîtrise d'œuvre pour la conception détaillée d'un nouveau centre de stockage des déchets, réhabilitation de l'ancienne décharge, suivi des travaux de construction

Liban : évaluation des ressources en eau sur le Mont Liban – Shouf Biosphere Reserve

Jordanie : assistance technique pour l'Union Européenne pour la conception du système national d'information sur l'eau



Acteur majeur de l'ingénierie et du conseil en France et à l'international

ENVIRONNEMENT

- Due diligence et conseil stratégique
- Dossiers réglementaires et risques industriels
- Sites et sols pollués
- Friches industrielles
- Travaux de dépollution
- Traitement de l'air industriel et études aérauliques

GESTION DE LA DONNÉE ENVIRONNEMENTALE

- Mesures de qualité d'eau
- Mesures de qualité d'air : air ambiant, à l'émission, odeur, exposition professionnelle
- Modélisation, simulation numérique et spatialisée
- Systèmes d'Information et Data Management
- Solutions logicielles pour la gestion des données environnementales

EAU

- Gestion intégrée & réutilisation des ressources en eaux
- Exploitation et valorisation des eaux souterraines et de surface
- Géothermies et transition énergétique
- Eau potable & assainissement
- Traitement des eaux
- Aménagements hydrauliques & restauration de la biodiversité
- Performance des services publics

INFRASTRUCTURE

- Déconstruction, désamiantage, déplombage
- Géotechnique
- Travaux souterrains
- Déchets et valorisation des matériaux
- Aménagements fluviaux et maritimes
- Génie civil et structures
- Risques naturels
- Energies renouvelables
- Laboratoire d'essais géomécaniques
- Aménagements urbains

Plus d'informations :

Antea Group
2-6 place du Général de Gaulle - 92160 Antony (France)
Tél. : + 33 (0)1 57 63 14 00
contact-fr@anteagroup.com - www.anteagroup.fr





Arabie saoudite

✓ A compter du 1er janvier 2024, les agences, institutions et entreprises publiques saoudiennes n'attribueront plus de contrats à des entreprises internationales n'ayant pas établi de siège régional en Arabie saoudite. Toutefois, le ministre des Finances a précisé que certains secteurs seraient exemptés de cette disposition.

✓ Un consortium de plusieurs entreprises, cotées sur la bourse saoudienne, se prépare à établir une banque numérique (digital banking) en Arabie saoudite, du nom de Saudi digital bank. En février 2020, la banque centrale saoudienne (SAMA) a émis les

directives et les critères pour l'octroi de licences en vue d'établir des banques exclusivement numériques dans le Royaume.

✓ La compagnie aérienne Saudi Arabian Airlines envisagerait de passer commandes d'un total de 70 appareils auprès d'Airbus et Boeing. La commande porterait sur des Airbus A321 et des Boeing 777 et 787 Dreamliner. En 2020 Airbus a affiché une perte nette de 1,1 milliard d'euros et son concurrent, Boeing, plombé par les déboires du 737 MAX et le retards des premières livraisons du 777X à fin 2023, a essuyé une perte de 11,9 milliards de dollars.



Bahreïn

✓ Le Comité d'étude pour la construction d'un deuxième pont entre Bahreïn et l'Arabie saoudite s'est réuni le 24 février. Il a examiné une étude économique, financière et technique du projet, qui comprendra quatre voies pour automobiles et deux voies ferrées. Le Comité a approuvé l'étude et le calendrier proposé, et un webinaire sera organisé avec des sociétés internationales, incluant des inves-

tisseurs et des entreprises de BTP.

✓ L'Autorité pour l'énergie renouvelable à Bahreïn va lancer prochainement un appel d'offres pour l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments des ministères des Affaires étrangères, du Travail, du Développement Social et celui du Conseil des ministres. 70.000 lampadaires à Bahreïn fonctionnent actuellement avec des panneaux solaires.



Emirats arabes unis

✓ **Les Émirats arabes unis ouvrent la voie de la naturalisation aux étrangers**

Le Premier ministre de la Fédération des sept émirats et souverain de Dubaï, Cheikh Mohammad ben Rachid Al-Maktoum, a annoncé au début du mois de février dernier, que certaines catégories d'étrangers pourront désormais bénéficier de la nationalité émiratie. « Nous avons adopté un amendement à la loi pour accorder la citoyenneté

des Émirats arabes unis aux investisseurs, aux talentueux et diplômés de hautes études : docteurs, ingénieurs, artistes ou écrivains » a indiqué le souverain de Dubaï sur Twitter. Leurs conjoints et enfants pourront également bénéficier de cette mesure et conserver leur nationalité actuelle. Cette nouvelle mesure a pour objectif d'attirer les investisseurs et les capitaux dans un pays où l'économie, longtemps prospère, est touchée par la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de la Covid-19 et la baisse des prix du pétrole.



Koweït

✓ La Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC) a annoncé qu'elle avait réalisé sa plus grande découverte gazière depuis sa création, grâce au forage fructueux du puits Lang Lebah-2, bloc SK-410B, situé en mer à 90 km des côtes du Sarawak en Malaisie. La capacité de production du puits serait de 500 millions de mètres cubes de gaz par an.

✓ Le Koweït envisage de rediriger une grande partie des investissements du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) vers le Koweït. Le FADES est l'unique institution en charge de la politique koweïtienne d'aide au développement bilatéral. Il a financé 26 projets dans 26 pays pour un total de 938 milliards de dollars en 2018/2019.



Oman

✓ Selon le FMI, la récession économique dans le Sultanat serait moins forte que prévue, de - 6,4 % en 2020 contre -10% attendus préalablement, portant le PIB à 63,2 milliards de dollars. La chute de 26 % des exportations d'hydrocarbures a toutefois entraîné une forte dégradation du déficit courant, estimé à 10 % du PIB en 2020. Le déficit budgétaire s'est également détérioré pour atteindre 17,3 % du PIB (soit 7 points de plus qu'en 2019) et a porté l'endettement public à 81 % du PIB (contre 60 % en 2019).

✓ Selon Asyad, holding publique omanaise en charge du secteur de la logistique, les trois ports en eau profonde du pays – Sohar, Salalah et Duqm – ont accueilli plus de 9.000 navires en escale et traité près de 54 millions de tonnes de marchandises en 2020. Dans le détail, 5,2 millions de conteneurs EVP (équivalent vingt pieds) ont été opérés (+ 5 % sur un an) et le volume de vrac liquide (pétrole, gaz liquéfié, etc.) a atteint 18,4 millions de tonnes (+ 3,5 %).



Qatar

✓ L'activité hors-hydrocarbures du Qatar, mesurée par l'indice PMI, est passée de 53,9 en janvier 2021 à 53,2 en février 2021, illustrant un ralentissement de l'activité. Toutefois, l'indice reste supérieur au seuil théorique d'expansion défini à 50 par IHS Markit. A titre de comparaison, le PMI était à 49,3 en février 2020.

sant à 5,8 milliards de dollars, tirées à la baisse par le déclin des exportations gazières (-13,3 %). Les importations quant à elles ont chuté de 21,5 % en glissement annuel s'établissant à 2,1 milliards de dollars. La balance commerciale reste excédentaire à 3,7 milliards de dollars, en hausse de 8,7 % au mois de janvier 2021 par rapport à l'année précédente.

✓ Les exportations du Qatar ont reculé de 4,7 % en glissement annuel au mois de janvier 2021 s'établissant



Maroc

✓ Proparco, la filiale du groupe Agence française de développement (AFD), vient de garantir un financement de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI), en faveur d'Arma Casablanca. L'entreprise s'appuiera sur ce financement pour améliorer la gestion des déchets dans la ville de Casablanca. Les fonds accordés par la BMCI, filiale du groupe français BNP Paribas, permettront ainsi à Arma Casablanca « la digitalisation du matériel roulant permettant une optimisation des circuits et un meilleur suivi et contrôle des prestations en temps réel ». Arma Casablanca, entreprise créée en 2011, gère les déchets de 20 communes marocaines, dont cinq parmi les plus grandes villes du Royaume. Or, l'optimisation de la gestion des déchets est devenue une nécessité, compte tenu de

la croissance démographique constante de Casablanca, notamment.

✓ Au cours de l'année 2020, le Maroc a battu le record historique de ses exportations de fruits et légumes vers l'Union européenne (UE), selon les données du service statistique espagnol Euroestacom (Icex). En 2020, le Royaume a vendu 1 443 820 tonnes de fruits et légumes dans l'UE, soit 17 % de plus qu'en 2019 et 33,5 % de plus que cinq ans auparavant. La valeur de ces exportations a été de près de 2 milliards d'euros (23 % de plus que l'année précédente et 42 % de plus qu'il y a cinq ans).



Egypte

✓ Selon l'agence Colliers, les hôtels égyptiens ont vu leur fréquentation baisser de près de 60 % en moyenne entre 2019 et 2020. Le taux d'occupation des hôtels s'est ainsi établi à 27 % au Caire l'année dernière (contre 80 % en 2019), 23 % à Sharm El Sheikh, 24 % à Hurghada (contre 60 % et 67 % en 2019) et 45 % à Alexandrie (contre 82 % en 2019). Pour 2021, l'agence prévoit que les taux d'occupation progressent de 65% en moyenne, en particulier dans les stations balnéaires de la Mer Rouge (+78% pour Sharm El Sheikh et + 88 % pour Hurghada).

main). L'Egypte est le premier importateur de blé au monde, avec près de 13 millions de tonnes importées en 2020 (soit environ 3,5 milliards de dollars au cours actuel).

✓ La banque Goldman Sachs a revu à la baisse ses prévisions concernant le déficit égyptien pour les deux années à venir : le déficit public passerait de 7,9 % du PIB pour l'exercice 2019/2020 à 8,1 % du PIB au cours de l'exercice 2020/2021, avant d'être ramené à 7,5 % du PIB en 2021/2022. La banque estime par ailleurs que l'Egypte n'émettra pas plus de 2,5 milliards de dollars d'eurobonds d'ici à la fin de l'année fiscale en raison de l'importance actuelle des flux entrants d'investissements de portefeuille (20 milliards de dollars en 2020/ 2021).



Algérie

✓ Selon la Banque mondiale, le PIB algérien s'est contracté de 6,5 % en 2020. Les comptes publics et extérieurs – déjà largement déficitaires en 2019 – auraient également connu une nette dégradation en 2020 : le déficit public atteignant - 15,1 % du PIB et le déficit courant -13,4% du PIB.

reprise de la demande domestique et une hausse de la production d'hydrocarbures, avec pour principaux leviers de croissance la consommation privée, l'investissement et les exportations. En outre, la Banque estime que l'Algérie fera face au défi de rééquilibrer ses comptes publics et externes tout en dégagant des liquidités pour financer la relance, maintenant sa stabilité monétaire et protégeant le pouvoir d'achat, ce qui nécessitera des actions décisives de la part du gouvernement.

Le rebond de croissance en 2021 est estimé à +3,8% et à +2,1% en 2022. Ce rebond est néanmoins conditionné, selon la Banque, à une réduction des déséquilibres macroéconomiques du pays, une

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme M.

Adresse :

Société :

Code postal :

Prénom :

Ville :

Nom :

Pays :

Fonction :

Email :